

The logo for IRSN, featuring the letters 'IRSN' in a bold, sans-serif font. The 'I', 'R', and 'S' are red, while the 'N' is blue. The letters are slightly overlapping.

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

BAROMETRE IRSN 2004

La perception des situations à risques par les Français

Synthèse des résultats

L'objectif de cette synthèse est de présenter les résultats du « baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité ». Cette enquête a été réalisée auprès des Français en octobre 2004 par l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) et fait suite à une série de sondages effectués depuis novembre 1988 sur ce même thème.

Avril 2005

SOMMAIRE

<i>L'ENQUÊTE : plus de 1000 personnes interrogées</i>	<i>1</i>
<i>LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS</i>	<i>3</i>
<i>PERCEPTION DES SITUATIONS A RISQUES : une hiérarchie des situations selon le risque perçu, la confiance aux autorités et la vérité dite</i>	<i>6</i>
<i>L'IMPORTANCE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE SOULIGNÉE</i>	<i>13</i>

L'enquête a été réalisée fin octobre 2004 auprès d'un échantillon de 1008 personnes¹. Pour mieux appréhender les problèmes qui préoccupent les Français, deux questions préliminaires ont été posées : l'une sur la société « *En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?* », et l'autre sur l'environnement « *Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?* ».

Dans le premier volet du questionnaire, 27 risques sont ensuite envisagés sous trois angles :

- importance perçue du risque,
- confiance accordée aux autorités,
- vérité des informations communiquées sur ces risques.

Les 27 risques cités correspondent à des situations largement médiatisées (les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (comme le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risque (les radiographies médicales, le bruit...).

Pour évaluer l'importance d'un risque, la question est formulée de la manière suivante :

«*Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi-nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ?*».

Au sujet de la confiance accordée aux autorités, la question posée est :

«*Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?*» (modalités de réponse allant de «non, pas du tout» à «oui, tout à fait»).

En ce qui concerne la vérité sur les dangers, les personnes interrogées répondent à la question :

«*Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?*» (modalités de réponse : «non, pas du tout» à «oui, tout à fait»).

Ce volet est complété par des questions plus précises telles que :

«*Accepteriez-vous de vivre près de...*»,

«*Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?*»,

«*La présence d'activités industrielles dangereuses en agglomération, peut conduire, en cas d'accident, à des catastrophes. A votre avis, que faut-il faire ?*».

et enfin :

«*Quels sont les arguments en faveur du nucléaire ou contre le nucléaire ?* ».

¹ Représentatif de la population française au sens de la méthode des strates et des quotas, enquête effectuée par BVA pour le compte de l'IRSN.

Le deuxième volet du questionnaire porte sur les opinions concernant l'expertise scientifique et la science en général. Il utilise 47 titres de médias ou propos tenus par le public tels que « *En matière de risque, il est normal que les experts scientifiques aient des avis différents* », « *Les experts scientifiques basent leurs jugements uniquement sur des faits scientifiques* », « *Avec le progrès de la science, on maîtrise de plus en plus les risques* ». Les personnes interrogées se prononcent sur une échelle allant de « *pas du tout d'accord* » à « *tout à fait d'accord* ». L'objectif est ainsi de mieux connaître les représentations du public relatives à l'expertise scientifique. Ce volet est complété par des questions plus factuelles comme « *Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?* », « *Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...* », « *Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?*».

En 2004, le chômage est le problème le plus préoccupant (37% des personnes interrogées) devant l'insécurité (30%), la misère et l'exclusion (28%). Viennent ensuite la dégradation de l'environnement avec 22% de réponses, suivie par le terrorisme (16%) et les accidents de la route (14%).

« En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? Et en second ? »		
Le chômage	37 %	
L'insécurité	30 %	
La misère et l'exclusion	28 %	
La dégradation de l'environnement	22 %	
Le terrorisme	16 %	
Les accidents de la route	14 %	
Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)		11 %
Le Sida	10 %	
Les conséquences de la mondialisation		10 %
Les risques nucléaires	8 %	
Les bouleversements climatiques	7 %	
Les risques chimiques	3 %	
Les risques alimentaires	2 %	
Les maladies professionnelles	2 %	

*Tableau 1 : Hiérarchie des problèmes actuels - Cumul des réponses en %
Baromètre IRSN, octobre 2004*

La hiérarchisation globale des préoccupations ne subit pas de modification depuis 1998, avec en tête **les problèmes de société** (chômage, insécurité ou violence, misère et exclusion) qui représentent plus de 25% de réponses, puis la **dégradation de l'environnement** (environ 20% de réponses) suivie par le **terrorisme**, les **accidents de la route** (entre 12% et 20% selon les années) et enfin **les toxicomanies**, **les risques nucléaires** (environ 10%). Viennent enfin d'autres problèmes (bouleversement climatique, risques chimiques, risques alimentaires) qui sont loin de ceux précédemment cités avec moins de 7% de réponses.

Si ces grandes tendances restent donc stables, trois évolutions sont à noter :

- **Le chômage devant l'insécurité** : entre 2002 et 2004, le chômage a progressé et prend la première place des préoccupations avec 37% de réponses (soit une augmentation de 10%). L'insécurité recule d'autant et se retrouve en deuxième position avec 30%. Le chômage, même s'il reste éloigné des scores qu'il obtenait en 1998 et 1999 avec plus de 50% de réponses, semble redevenir une préoccupation majeure².

² Résultat confirmé par la Sofres qui observe une repolarisation de l'inquiétude sur le chômage et les inégalités sociales baromètre mensuel Sofres 2004 « Les préoccupations des citoyens-consommateurs ».

- **Le terrorisme en léger recul :** ce risque, introduit dans le questionnaire dès novembre 2001 juste après l'attentat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, est en légère régression par rapport à 2002 (-6%), mais il conserve sa position dans le classement entre la dégradation de l'environnement et les accidents de la route.
- **Le Sida moins préoccupant:** le Sida est de moins en moins cité par les personnes interrogées (10% des réponses en 2004 et 16% en 1998). Entre 1998 et 2001, il se classait, au rang des préoccupations, juste après la dégradation de l'environnement et les accidents de la route. L'écart avec les accidents de la route s'est creusé en 2002 pour atteindre 10% mais il diminue en 2004. Cette tendance est liée au net recul des accidents de la route (-6% par rapport à 2002) dont le positionnement dans le baromètre IRSN se rapproche de celui du Sida.

En 2004, pour la première fois, le sondage propose de hiérarchiser la préoccupation environnementale selon trois composantes : l'eau, l'air et le sol. Le tableau 2 montre la prédominance actuelle des problèmes de l'eau et de l'air. L'effet de serre devient un sujet de préoccupation de plus en plus sensible pour les personnes interrogées.

« Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ? Et en second ? »	
La pollution de l'eau	37 %
L'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)	37 %
La pollution de l'air	31 %
La destruction des forêts	27 %
La diminution de la couche d'ozone	16 %
La pollution des sols	15 %
Les dommages liés aux catastrophes naturelles	12 %
La disparition d'espèces animales	11 %
La dégradation des paysages	7 %
Les nuisances sonores	5 %
Ne sait pas	1 %

Tableau 2 :
*Hiérarchie des problèmes d'environnement. Cumul des réponses en %
Baromètre IRSN, octobre 2004.*

Depuis octobre 2000, le classement obtenu pour les problèmes d'environnement connaît une grande stabilité, avec dans l'ordre des priorités:

- la pollution de l'eau, l'effet de serre, la pollution de l'air,
- la destruction des forêts,
- la diminution de la couche d'ozone,
- la pollution des sols, les dommages liés aux catastrophes naturelles, la disparition d'espèces animales, la dégradation du paysage, les nuisances sonores.

Il faut cependant noter que les scores de la couche d'ozone baissent, alors que ceux de l'effet de serre augmentent.

RISQUE PERÇU : LES RISQUES INDIVIDUELS EN PREMIER, LES RISQUES DE POLLUTION EN SECOND

Le tabagisme des jeunes est jugé par 83% des interviewés comme la première des situations à risques. Il est suivi par la drogue (74 %), la pollution des lacs, des rivières et des mers (70%), l'alcoolisme (69%), la pollution atmosphérique (68%), les accidents de la route (66%) (cf. tableau 3). Les radiographies médicales et le radon dans les habitations viennent en dernier (respectivement 14% et 9%). Le risque lié au radon n'évoque rien pour 42% des interviewés.

En 2004, six nouvelles situations ont été introduites dans le baromètre. Les taux de réponses « niveau élevé et niveau très élevée » sont les suivants : l'obésité des jeunes 64%, les pesticides 63%, le bruit 41%, les maladies professionnelles 34%, les accidents domestiques 31%, la canicule 21%. Malgré le nombre important des décès dus aux accidents domestiques (de l'ordre de 18 000 en France chaque année), la prise de conscience n'a pas lieu. La canicule, comme tous les risques naturels considérés très élevés immédiatement après un épisode catastrophique, semble avoir été ensuite un peu oubliée.

Les accidents de la route sont passés du deuxième rang au sixième : 66% des personnes interrogées estiment ce risque élevé, alors qu'ils étaient près de 80%, voire plus, les autres années. La forte campagne médiatique menée en France et les mesures de répression expliquent sans doute cette très forte baisse (-17% entre 2002 et 2004)³. Ont aussi baissé, depuis 2002, les scores des risques d'inondations (-22%) et du terrorisme (-11%). Les produits alimentaires continuent à être considérés comme de moins en moins dangereux. Les installations chimiques sont de plus en plus perçues comme une activité à risques élevés (+10% entre 2001 et 2004).

LES AUTORITES SUSCITENT LA CONFIANCE POUR LA PREVENTION ROUTIERE

Ce sont les actions menées par les autorités pour prévenir les accidents de la route qui suscitent le plus de confiance avec 60% de réponses positives, un score pour la première fois atteint dans le baromètre, les pourcentages associés à la confiance étant en général en dessous de 40%. Par ailleurs, la hiérarchie des situations est sensiblement la même que celles des autres années (cf. tableau 3). La confiance augmente pour le tabagisme des jeunes (+14% d'écart entre 2002 et 2004) et pour les inondations (48% de non en 2002, 38% en 2004). En revanche, la confiance baisse sur les déchets chimiques (42% de non en 2002, 53% en 2004). Elle se dégrade de plus en plus concernant les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl : 51% de défiance en 1999, 68% en 2004. C'est nettement le plus mauvais score.

³ D'après une enquête de la prévention routière en 2004 : 68% des conducteurs roulent moins vite sur autoroute depuis 2 ans ; 60% lèvent le pied sur les autres routes depuis 2 ans ; 59% ne boivent pas d'alcool avant de prendre la route alors que 45% seulement prenaient cette précaution avant 1999.

POUR LA PLUPART DES RISQUES, LA MAJORITE ESTIME « LA VERITE N'EST PAS DITE »

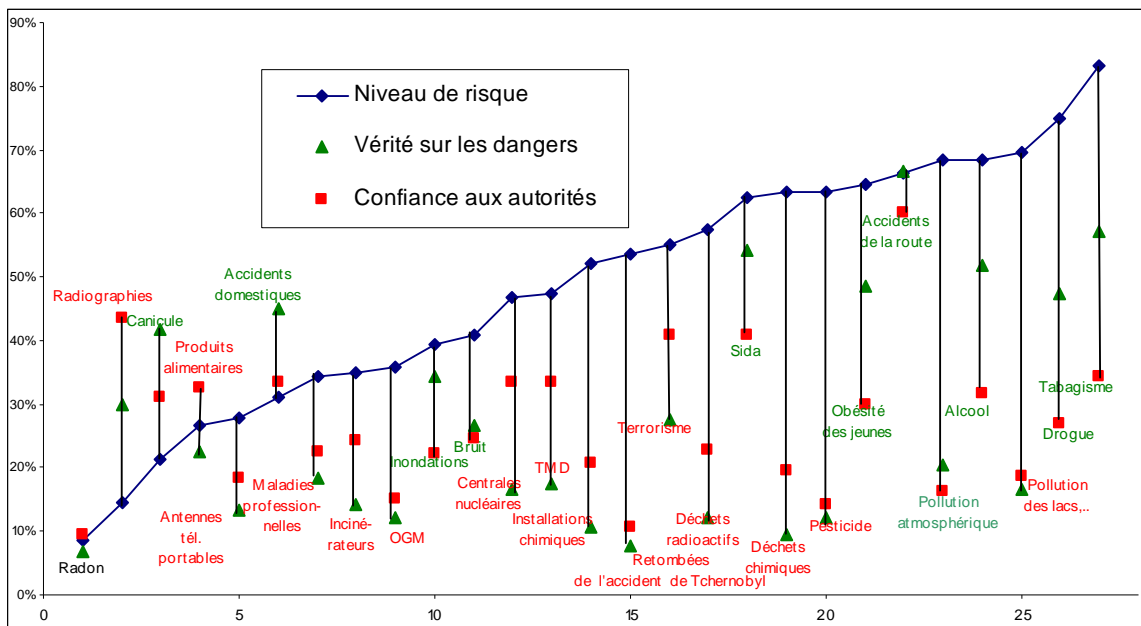
La majorité des personnes interrogées estime généralement que la vérité n'est pas dite sur les risques. Seuls quatre risques dépassent 50% à ce titre : les accidents de la route avec 67% de réponses positives, le tabagisme des jeunes (57%), le Sida (54%) et l'alcoolisme (52%). Pour 14 risques, le score est même inférieur à 20%.

La vérité sur l'information fournie semble progresser en 2004 pour deux risques: le tabagisme des jeunes (+11%) et les accidents de la route (+9%). Ces risques figuraient déjà parmi les mieux placés.

Niveau de risque (% de réponses : « élevé »)		Vérité dite (% de réponses « oui »)		Confiance dans les autorités (% de réponses : « oui »)	
autour de 80%					
1. Le tabagisme des jeunes	83				
autour de 70 %					
2. La drogue	75	1. Les accidents de la route	67		
3. La pollution des lacs, des rivières et des mers	70				
4. L'alcoolisme	69				
5. La pollution atmosphérique	68				
6. Les accidents de la route	66				
autour de 60 %					
7. L'obésité des jeunes	64	2. Le tabagisme des jeunes	57	1. Les accidents de la route.....	60
8. Les déchets chimiques	63				
9. Les pesticides	63				
10. Le Sida	62				
11. Les déchets radioactifs	58				
autour de 50 %					
12. Le terrorisme	55	3. Le Sida	54		
13. Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl	54	4. L'alcoolisme	52		
14. Les installations chimiques	52	5. L'obésité des jeunes	48		
15. Le transport des matières dangereuses	48	6. La drogue	47		
16. Les centrales nucléaires	47				
autour de 40 %					
17. Le bruit	41	7. Les accidents domestiques	45	2. Les radiographies médicales	43
18. Les inondations	39	8. La canicule	42	3. Le Sida	41
19. Les OGM	36			4. Le terrorisme	41

Niveau de risque (% de réponses : « élevé »)	Vérité dite (% de réponses « oui »)	Confiance dans les autorités (% de réponses : « oui »)
autour de 30 %		
20. Les incinérateurs de déchets ménagers 35	9. Les inondations 34	5. Le tabagisme des jeunes 34
21. Les maladies professionnelles 34	10. Les radiographies médicales 30	6. Les centrales nucléaires 34
22. Les accidents domestiques 31	11. Le terrorisme 28	7. Le transport des matières dangereuses 34
23. Les antennes de réseau pour téléphones portables 28	12. Le bruit 27	8. Les accidents domestiques 34
24. Les produits alimentaires 27		9. Les produits alimentaires 33
		10. L'alcoolisme 32
		11. La canicule 31
		12. L'obésité des jeunes 30
		13. La drogue 27
autour de 20 %		
25. La canicule 21	13. Les produits alimentaires 23	14. Le bruit 25
	14. La pollution atmosphérique 20	15. Les incinérateurs de déchets ménagers 24
	15. Les maladies professionnelles 18	16. Les déchets radioactifs 23
	16. Le transport des matières dangereuses 17	17. Les maladies professionnelles 23
	17. Les centrales nucléaires 17	18. Les inondations 22
	18. La pollution des lacs, des rivières et des mers 16	19. Les installations chimiques 21
		20. Les déchets chimiques 20
		21. La pollution des lacs, des rivières et des mers 19
		22. Les antennes de réseau pour téléphones portables 19
		23. La pollution atmosphérique 16
		24. Les OGM 15
autour de 10 %		
26. Les radiographies médicales 14	19. Les incinérateurs de déchets ménagers 14	25. Les pesticides 14
27. Le radon dans les habitations 9	20. Les antennes de réseau pour téléphones portables 13	26. Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl 11
	21. Les pesticides 12	27. Le radon dans les habitations 10
	22. Les déchets radioactifs 12	
	23. Les OGM 12	
	24. Les installations chimiques 11	
	25. Les déchets chimiques 10	
	26. Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl 8	
	27. Le radon dans les habitations 7	

Tableau n° 3 :
les 27 situations à risques classées selon les trois angles : risque perçu, vérité dite et confiance aux autorités -
Baromètre IRSN, octobre 2004



Graphique n° 1 : Comparaison des 27 situations à risques selon les trois angles étudiés : risque estimé, vérité, confiance (pourcentages d'adhésion)

En vert : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé

En rouge : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique 1, trois points figurent, pour chacun des 27 risques : la gravité, la confiance et la vérité. Les risques sont rangés du moins grave au plus grave. On voit que les scores de confiance et de vérité sont en général inférieurs au score de la gravité. Ceci est un peu moins vrai pour les accidents domestiques, les produits alimentaires, la canicule et les radiographies médicales, risques jugés peu graves et dont les scores de vérité et de confiance sont honorables.

On retrouve aussi dans ce graphique les deux types de situations à risque présentés dans la littérature (représentés par les situations dont les libellés s'affichent en vert et en rouge sur le graphique) :

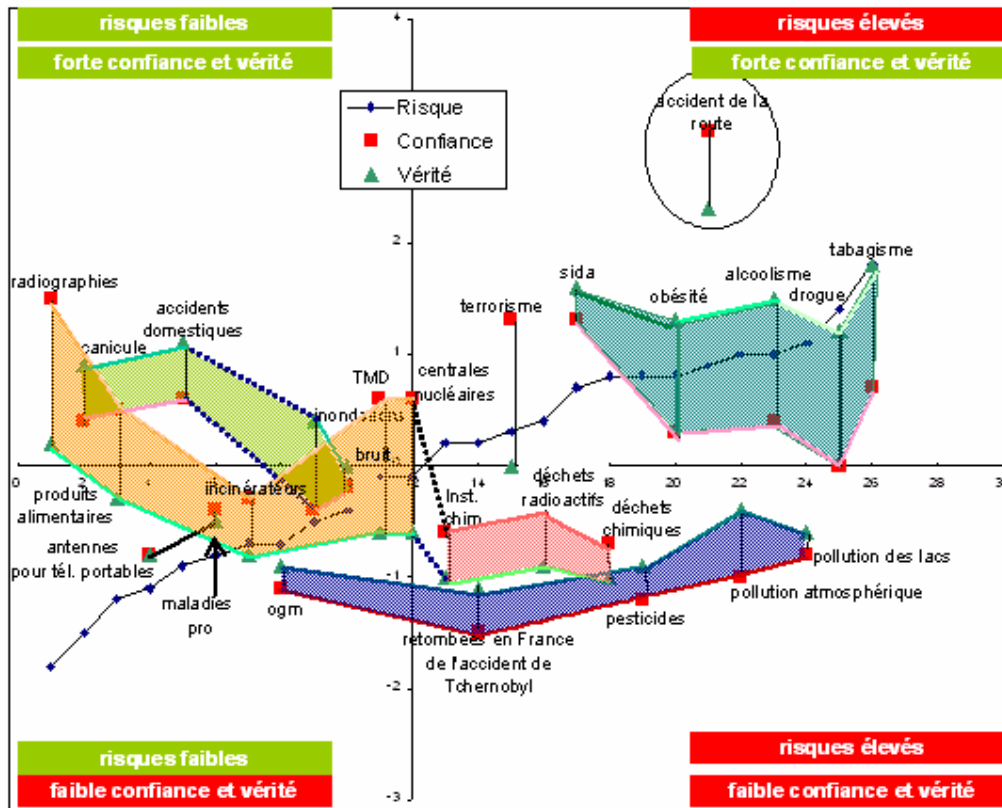
- les risques collectifs, à portée plus ou moins catastrophique, que les personnes subissent ou qu'elles sentent comme imposés d'une part,
- les risques individuels, volontaires, contrôlables par elles-mêmes, d'autre part.

L'observation de ce graphique permet également de souligner les points suivants :

- Pour les **accidents de la route**, les personnes interrogées sont aussi nombreuses à affirmer que le risque est élevé, les autorités inspirent confiance et la vérité sur les dangers est dite. Le Sida est proche de cette disposition (peu d'écart entre les trois valeurs).
- Les **accidents domestiques** sont perçus comme présentant un risque faible, pour lequel une confiance assez forte est accordée. La vérité sur les dangers qu'ils représentent est considérée comme dite. La canicule suit un peu ce schéma.
- Les **retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl** constituent la situation recueillant le plus faible score de confiance et de crédibilité accordée à l'information donnée.
- Les **centrales nucléaires et les transports de matières dangereuses** connaissent le plus grand écart entre leurs scores de confiance et de vérité. Pour l'alcool ou l'obésité des jeunes, l'écart est aussi important mais dans l'autre sens : la vérité sur les dangers est considérée comme dite mais le score de confiance dans les autorités est plus faible.

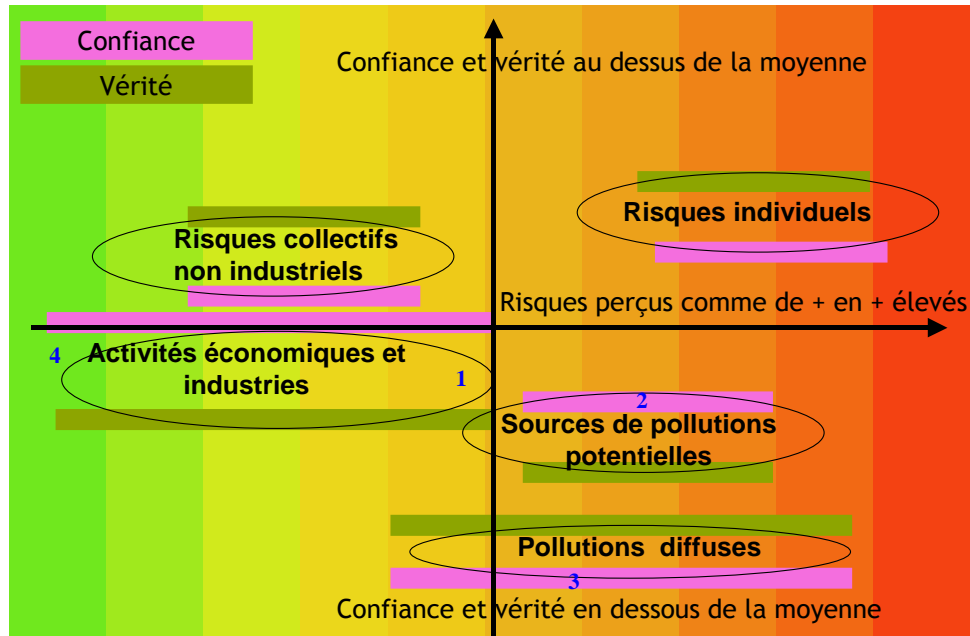
CINQ FAMILLES DE RISQUES, CINQ TYPES D'ATTENTE DIFFERENTE DE LA PART DU PUBLIC

Les différents traitements statistiques⁴ réalisés permettent de distinguer cinq familles de risques (graphique 2). Les risques sont rangés comme sur le graphique 1. Les traits noirs verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.



Graphique n° 2 :
 Comparaison des 27 situations à risques selon les trois angles étudiés : risque estimé, vérité, confiance
 (pourcentages d'adhésion centrés et réduits)

⁴ Le tableau n°3 montre que les personnes interrogées utilisent des échelles différentes pour s'exprimer sur les trois aspects : de 9 à 83% pour le risque perçu, de 7 à 57% pour la vérité dite et de 10 à 43% pour la confiance (en enlevant le pic de 67 et 60% des accidents de la route) ce qui veut dire qu'une même valeur de % ne mesure pas la même chose selon les trois aspects. Le niveau de risque est en moyenne plus important que la confiance ou la vérité; les pourcentages du niveau de risque sont également plus dispersés que ceux de la confiance ou de la vérité : le niveau de risque reçoit en moyenne 50% avec un écart-type de 18%, la confiance une moyenne de 28% et un écart-type de 11%, la vérité une moyenne de 28% et un écart-type de 17%. Aussi, pour comparer au mieux ces trois aspects, on utilise une technique statistique qui consiste à « centrer » et « réduire ». Ceci consiste, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart-type. Cela permet d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie, ayant une même moyenne et une même dispersion et donc de faciliter la comparaison des trois aspects. Après avoir centré et réduit les pourcentages, si un niveau de risque, de confiance et de vérité sont grands, leurs pourcentages centrés et réduits seront positifs et grands. Les pourcentages centrés et réduits se répartissent alors autour du 0.



Graphique n° 3 : Synthèse de cette comparaison et positionnement des activités nucléaires

1 centrales nucléaires, 2 déchets nucléaires, 3 retombées de l'accident de tchernobyl, 4 radiographie

A gauche de l'axe vertical (radiographies, canicule, produits alimentaires, bruit) figurent les situations considérées à faible risque par la majorité des personnes interrogées. Les scores de confiance et de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les OGM (entourés sur le graphique) échappent à cette règle. Perçus comme étant à risque faible, les OGM souffrent d'un manque de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

A droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal:

- *en dessous de l'axe horizontal* : les installations chimiques, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les pesticides, la pollution des lacs, la pollution atmosphérique. Ce sont les situations qui sont perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut pas être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés.
- *au dessus de l'axe horizontal* : le terrorisme, le Sida, le tabagisme des jeunes, la drogue, l'alcool, les accidents de la route, l'obésité des jeunes. Les risques associés sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante. Les accidents de la route confirment leur particularité dans le graphique.

LES CINQ FAMILLES DE RISQUES SONT LES SUIVANTES :

1. **Comportements individuels : le tabagisme des jeunes, la drogue, l'alcoolisme, l'obésité des jeunes et le Sida.** En vert sur le graphique, cette famille correspond globalement aux comportements individuels fragilisant la santé. Les risques sont perçus comme très élevés, la confiance est élevée et l'information donnée est considérée comme vraie.
2. **Les pollutions diffuses : la pollution des lacs, la pollution atmosphérique, les pesticides les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les OGM.** Ces situations sont perçues très négativement. La confiance dans les autorités est particulièrement détériorée.
3. **Les sources de pollution potentielle : les déchets chimiques, les déchets radioactifs, les installations chimiques** constituent une troisième famille de risques considérés comme élevés. La confiance dans les autorités obtient des scores plus élevés que dans les situations précédentes. Par contre, la crédibilité accordée à l'information est faible.
4. **Les activités économiques et industries : les centrales nucléaires, les transports de matières dangereuses, les incinérateurs de déchets ménagers, les produits alimentaires, les radiographies médicales.** Cette famille se compose de risques « collectifs » de nature industrielle perçus comme moyennement élevés. Dans cette famille aussi, la crédibilité accordée à l'information est faible alors que la confiance dans les autorités est relativement bonne.
5. **Les risques collectifs non industriels : le bruit, les inondations, les accidents domestiques, la canicule** forment la dernière famille. Toutes ces situations sont perçues comme comportant des risques relativement faibles, les scores relatifs à la vérité sont élevés ; par contre, la confiance dans les autorités pour prévenir ces nuisances obtient des scores plus faibles.

Les conclusions précédentes sont en cohérence avec les réponses aux questions particulières posées sur le nucléaire dans la suite du questionnaire : l'accident de Tchernobyl est le 1^{er} argument cité contre le nucléaire (40% des personnes interrogées). A noter que 35% des personnes interrogées citent l'indépendance énergétique comme premier argument favorable au nucléaire.

Ces conclusions sont aussi en cohérence avec les réponses à la question «Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?» : ce sont les installations chimiques qui viennent en tête avec 20% de réponses, suivent les centrales nucléaires (18%), et les sites de stockage de déchets radioactifs (17%) Viennent ensuite les transports de matières dangereuses (13%). Ce classement reste stable depuis 2001.

Concernant la présence d'activités industrielles dangereuses en agglomération, 41% des personnes interrogées estiment qu'il faudrait interdire de telles activités dans les agglomérations alors que 31% d'entre elles pensent qu'il faudrait renforcer la sécurité des installations.

Vivre près d'une antenne de réseau pour téléphones portables semble plus tolérable que vivre à proximité des autres types d'installations mentionnées (42% des réponses exprimées). Les sites de stockage de déchets qu'ils soient radioactifs ou chimiques sont les moins tolérés, respectivement 93% et 90% des personnes interrogées n'accepteraient pas de vivre à proximité de tels sites.

En 2004, pour mieux appréhender l'opinion des Français sur l'expertise scientifique menée sur les risques, 47 phrases ont été proposées. Elles reprennent des expressions fréquentes dans les médias ou dans la société. Parmi elles figurent des questions posées lors des enquêtes précédentes (voir tableau 4). La majorité des propositions reçoit une forte adhésion avec plus de 50% de réponses « bien d'accord » et « entièrement d'accord ».

GOUVERNANCE DES RISQUES

Les trois phrases qui retiennent plus de 90% d'adhésion concernent des aspects clés de la gouvernance des risques :

- Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations 94 %
- Tous ceux qui polluent doivent payer de fortes amendes 90 %
- Un bon expert scientifique doit résister aux courants politiques, médiatiques ou sociaux 90 %

Nombreuses (85%) sont les personnes interrogées affirmant qu'en matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.

RISQUES ET RECHERCHE

Les Français reconnaissent l'importance de la recherche dans ce domaine :

- La France doit investir encore plus en matière de recherche pour l'environnement (87 %)
- Les experts scientifiques doivent pouvoir guider la recherche (87 %)

GESTION DES RISQUES

Les Français perçoivent bien l'importance du respect des règles et d'un management de la sûreté :

- Respecter les règles c'est le meilleur moyen de diminuer un risque (88 %)
- Beaucoup de risques pourraient être diminués si les entreprises et les administrations étaient mieux organisées (86 %)

RISQUES ET DECIDEURS

Pour 64% des personnes interrogées, les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques (+10% par rapport à 2000). 69% adhèrent à la proposition « Les autorités manquent d'efficacité pour protéger les populations face à un risque ».

SCIENCES ET PROGRES

Les résultats aux deux questions symétriques « Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime » et « Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes » se confirment : les personnes interrogées sont plus nombreuses à percevoir les bénéfices de la science et des technologies (44%) que ses risques (30%). Elles sont également une majorité à faire plus confiance à la science qu'auparavant.

LES EXPERTS, LE PUBLIC, LEURS MODES DE RELATIONS

Les interviewés sont 91 % à trouver qu'une « structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques » serait très utile (43%) ou utile (48%). Ces personnes jugent qu'une telle structure serait utile pour mieux identifier les risques (29%), contribuer à réduire les risques (29%), obtenir une information fiable (17%), faciliter les échanges entre les travailleurs d'une installation à risque et les personnes habitant à proximité (14%).

Le public a de fortes attentes vis-à-vis du travail des experts. Il trouve leurs avis « utiles pour se faire sa propre opinion » (67%).

Si 70% pensent que « Le public peut fournir des informations auxquelles les experts scientifiques n'auraient pas pensé », ils ne sont plus que 58% pour dire que « Les citoyens doivent s'organiser eux-mêmes pour faire entendre leur opinion aux experts scientifiques » et 49% pour dire que les experts doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.

A la question « Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ? », ils sont 40% à dire « non » et 60% à dire « oui ». Parmi ceux qui sont prêts à participer à des réunions d'information, 6 personnes sur 10 ne participeront qu'une fois par an, 3 sur 10 deux ou trois fois par an. Ils sont néanmoins 91% à penser qu'une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations et des citoyens serait utile.

OPINIONS SUR LES EXPERTS ET LEUR AVIS

« Avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ? », 51% des personnes interrogées déclarent avoir une bonne opinion et 43% sont plus indécis en répondant « ni bonne, ni mauvaise ».

Comme en 2002, les qualités attendues d'un expert scientifique sont dans l'ordre la compétence (68%), puis l'indépendance dans son jugement (47%) et enfin que l'expert dise « honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions » (43%). La réactivité face à des situations imprévues (26%) et la créativité (12%) sont les qualités qui obtiennent les scores les plus faibles.

54% des personnes interrogées estiment que les experts scientifiques doivent fonder leurs jugements uniquement sur des faits scientifiques. De plus, 34% seulement jugent normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.

100 % et moins

Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations 94 %

90 % et moins

Tous ceux qui polluent doivent payer de fortes amendes	90 %
Un bon expert scientifique doit résister aux courants politiques, médiatiques ou sociaux	90 %
Respecter les règles c'est le meilleur moyen de diminuer un risque	88 %
La France doit investir encore plus en matière de recherche pour l'environnement	87 %
Les experts scientifiques doivent pouvoir guider la recherche	87 %
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord	86 %
Beaucoup de risques pourraient être diminués si les entreprises et les administrations étaient mieux organisées	86 %
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes	85 %
Les experts scientifiques sont trop souvent soumis à des pressions économiques	82 %
C'est à l'Etat de financer les recherches en matière de risque	81 %

80 % et moins

Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations	80 %
Les décideurs doivent prendre en compte la peur des populations face à un risque	79 %
La participation d'associations écologistes lors de la réalisation d'une expertise est une bonne chose	74 %
En matière de risque, il est normal que les experts scientifiques aient des avis différents	73 %

70 % et moins

Le public peut fournir des informations auxquelles les experts scientifiques n'auraient pas pensé.	70 %
Les autorités manquent d'efficacité pour protéger les populations face à un risque	69 %
Les avis des experts scientifiques sont utiles pour se faire sa propre opinion	67 %
Les experts scientifiques sont de plus en plus prudents	66 %
Les experts scientifiques doivent prévoir les risques avant même qu'on ne leur demande	65 %
Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre	64 %
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques	64 %

60 % et moins

Il ne faut pas attendre les avis des experts scientifiques pour agir	59 %
Les citoyens doivent s'organiser eux-mêmes pour faire entendre leur opinion aux experts scientifiques	58 %
Les décideurs politiques doivent toujours suivre les avis des experts scientifiques	57 %
Un expert scientifique n'est jamais indépendant	56 %
Les experts scientifiques basent leurs jugements uniquement sur des faits scientifiques	54 %
Pour être nommé expert scientifique, il faut satisfaire à un ensemble de critères connus de tous	52 %
Les associations sur l'environnement sont alarmistes	51 %

50 % et moins

Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.....	49 %
Il ne faut pas hésiter à fermer une entreprise qui pollue même si cela supprime des emplois	46 %
Avec le progrès de la science, on maîtrise de plus en plus les risques.....	45 %
Les experts scientifiques sont en partie responsables de l'usage- bon ou mauvais - de leurs avis	45 %
Les associations écologistes ont maintenant une vraie compétence dans le domaine des risques	44 %
Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfiques que d'effets néfastes.	44 %
Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème	44 %
Informé sur un risque inquiète plus que ça ne rassure	43 %
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer	42 %

40 % et moins

Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.....	34 %
Les experts scientifiques sont coupés du reste de la société	33 %
Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.....	31 %

30 % et moins

Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public.....	30 %
En France, les experts scientifiques émettent leurs avis en tenant compte des préoccupations de la société	28 %
Au nom de la protection de l'environnement, on met en péril le développement économique de la France	27 %
Les experts scientifiques sont alarmistes	27 %

20 % et moins

On exagère le problème des risques d'accidents industriels et de pollution	17 %
Les experts scientifiques prennent trop la place des décideurs politiques	13 %

Tableau 4 : les 47 propositions liées à l'expertise scientifique - Baromètre IRSN, octobre 2004

Image des experts	% d'adhésion
Un bon expert scientifique doit résister aux courants politiques, médiatiques ou sociaux	90 %
Les experts scientifiques sont trop souvent soumis à des pressions économiques	82 %
Les experts scientifiques sont de plus en plus prudents	66 %
Un expert scientifique n'est jamais indépendant	56 %
Pour être nommé expert scientifique, il faut satisfaire à un ensemble de critères connus de tous	52 %
Les experts scientifiques sont en partie responsables de l'usage - bon ou mauvais - de leurs avis	45 %
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer	42 %
Les experts scientifiques sont alarmistes	27 %
Opinion sur les avis, les expertises	
Les experts scientifiques doivent pouvoir guider la recherche	87 %
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord	86 %
En matière de risque, il est normal que les experts scientifiques aient des avis différents	73 %
Les experts scientifiques doivent prévoir les risques avant même qu'on ne leur demande	65 %
Les experts scientifiques sont chargés d'évaluer les risques mais pas de décider des orientations à prendre	64 %
Les experts scientifiques basent leurs jugements uniquement sur des faits scientifiques	54 %
Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème	44 %
Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics	34 %
La relation experts- public	
Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations	80 %
Le public peut fournir des informations auxquelles les experts scientifiques n'auraient pas pensé.	70 %
Les avis des experts scientifiques sont utiles pour se faire sa propre opinion	67 %
Les citoyens doivent s'organiser eux-mêmes pour faire entendre leur opinion aux experts scientifiques	58 %
Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis	49 %
Les experts scientifiques sont coupés du reste de la société	33 %
Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public	30 %
En France, les experts scientifiques émettent leurs avis en tenant compte des préoccupations de la société	28 %
Opinion sur les associations	
La participation d'associations écologistes lors de la réalisation d'une expertise est une bonne chose	74 %
Les associations sur l'environnement sont alarmistes	51 %
Les associations écologistes ont maintenant une vraie compétence dans le domaine des risques	44 %
Perception des décisions en matière de risque : experts et politiques	
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes	85 %
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques	64 %
Il ne faut pas attendre les avis des experts scientifiques pour agir	59 %
Les décideurs politiques doivent toujours suivre les avis des experts scientifiques	57 %
Les experts scientifiques prennent trop la place des décideurs politiques	13 %

Perception des décisions en matière de risque : décideurs - population	
Respecter les règles c'est le meilleur moyen de diminuer un risque	88 %
Les décideurs doivent prendre en compte la peur des populations face à un risque	79 %
Les autorités manquent d'efficacité pour protéger les populations face à un risque	69 %
Information autour du risque	
Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations	94 %
Informé sur un risque inquiète plus que ça ne rassure	43 %
Gouvernance des risques	
Tous ceux qui polluent doivent payer de fortes amendes	90 %
La France doit investir encore plus en matière de recherche pour l'environnement	87 %
Beaucoup de risques pourraient être diminués si les entreprises et les administrations étaient mieux organisées	86 %
C'est à l'Etat de financer les recherches en matière de risque	81 %
Il ne faut pas hésiter à fermer une entreprise qui pollue même si cela supprime des emplois	46 %
Au nom de la protection de l'environnement, on met en péril le développement économique de la France	27 %
On exagère le problème des risques d'accidents industriels et de pollution	17 %
Perception des liens entre science et risques	
Avec le progrès de la science, on maîtrise de plus en plus les risques	45 %
Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.	44 %
Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.	31 %

Tableau 5 : les 47 propositions liées à l'expertise scientifique - Baromètre IRSN, octobre 2004

C'est au sein de la Direction de la stratégie, du développement et des relations extérieures, dans l'Unité de gestion des risques (UGR) de l'IRSN que cette enquête a été élaborée et analysée. L'UGR est située à Fontenay-aux-Roses, en région parisienne.

Missions

Les missions de l'UGR sont centrées sur les questions de gestion des risques. Evaluer les risques, décider entre différentes options possibles, prévenir au mieux pour réduire la vulnérabilité, cela demande non seulement des approches techniques mais aussi organisationnelles, juridiques, psychosociologiques et économiques qui doivent être explicitées. L'unité se préoccupe principalement de risques radiologiques, mais elle entretient également des relations avec d'autres instituts impliqués dans la gestion des risques sanitaires et environnementaux. Les activités de l'UGR se partagent entre des actions régulières et des études plus ponctuelles. Les actions effectuées avec régularité depuis une dizaine d'années sont la réalisation d'enquêtes d'opinion avec le " Baromètre IRSN sur les risques et la sécurité " et l'animation d'un "Observatoire de l'opinion sur les risques et la sécurité". L'UGR assure la coordination du programme Risque Décision Territoire que pilote le Ministère de l'écologie et du développement durable.

Etudes en cours

Les études en cours portent sur les différences de comportements et de perception des personnes du public et des experts. A cet égard, le questionnaire dans le baromètre IRSN 2004 n'a pas été seulement adressé au public, mais aussi à plus de 1000 experts appartenant à différentes institutions en charge de gestion de risques. Les résultats seront publiés aux termes de l'étude PERPLEX financée par l'AFSSÉ fin 2005. L'UGR est aussi partenaire de programmes européens. Dans le cadre du programme CORE, relatif à la gestion des conséquences de l'accident de Tchernobyl en Biélorussie, l'UGR participe aux actions liées au développement de l'éducation et de la mémoire de l'accident et de la contamination. Dans le cadre du programme COWAM relatif à la gestion des déchets nucléaires, l'UGR s'intéresse aux questions de la démocratie participative et de la gestion à long terme des déchets.

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter :

Geneviève Baumont
Tél. : 01 58 35 82 29 - Fax : 01 58 35 81 48
e-mail : genevieve.baumont@irsn.fr



Siège social

**77/83, avenue du Général-de-Gaulle
92140 Clamart**

Standard : (33) 1 58 35 88 88